

Le 7 juin dernier, les électeurs ont voté pour les élections régionales et européennes. Les résultats permettent-ils de former des coalitions qui défendent des priorités sociales? L'analyse avec Thierry Jacques, président du Mouvement ouvrier chrétien.



Thierry Jacques: «Les conditions sont réunies pour des majorités progressistes»

Dimanche dernier, les électeurs se sont rendus aux urnes. Les résultats des élections sont connus. Ecolo est le grand vainqueur du scrutin: le parti vert gagne en voix et en sièges en Wallonie et à Bruxelles et emporte 23% des suffrages aux élections européennes. Le CDH reste stable: il perd un siège en Wallonie et en gagne un à Bruxelles. Le PS et le MR perdent des voix partout mais le PS reste le premier parti en Wallonie et le MR redevient le premier parti à Bruxelles.

Au lendemain de ces élections, «L'Info» a demandé au président du Mouvement ouvrier chrétien (Moc), Thierry Jacques, d'analyser les résultats à la lumière des priorités exprimées par le Moc et ses différentes organisations constitutives (la CSC, la Mutualité chrétienne, les Equipes populaires, Vie féminine, la Jeunesse ouvrière chrétienne et le groupe Arco).

Quel regard portez-vous sur les résultats du scrutin de dimanche dernier?

Il faut distinguer les différents scrutins car les résultats donnent lieu à des appréciations différentes.

En Région wallonne et en Région bruxelloise, les résultats n'ont jamais été aussi favorables à la mise en place de majorités progressistes Ecolo-CDH-PS, ce que l'on appelle l'Olivier. En effet, la progression d'Ecolo en fait un parti important, qui jouera un rôle-clé dans la formation des coalitions. Le CDH est le seul parti, hors Ecolo, qui gagne des points à Bruxelles. Et même s'il recule, le PS est et reste largement le premier parti en Wallonie et en Communauté française. Corollairement, le MR a perdu son pari de devenir le premier parti en Wallonie et, s'il reste le premier à Bruxelles, il perd partout en voix et en sièges.

Les conditions favorables sont donc réunies pour des majorités progressistes. Nous en sommes satisfaits car nous pensons que, surtout en cette période de crise, il faut apporter des réponses progressistes et durables aux défis sociaux, économiques, environnementaux: davantage de services publics, par exemple dans le domaine de la mobilité, davantage de justice fiscale, davantage de soutien à l'emploi dans les services aux personnes, davantage de logement social et d'isolation de l'habitat... Cela, seul un Olivier peut le faire car

tous ces points sont des points de convergence entre les programmes du CDH, d'Ecolo et du PS. Et ils sont en revanche peu présents, voire carrément exclus des propositions libérales.

Les résultats sont là. Et même si le MR est le premier parti à Bruxelles, la coalition sortante (un Olivier) sort renforcée. Ensemble, les trois partis qui la composaient ont plus de voix qu'au précédent scrutin.

Ce n'est pas le cas en Flandre.

En effet. Dans le nord du pays, la situation est différente et elle est préoccupante. La gauche, dans ses différentes composantes, reste minoritaire. La droite l'a emporté. Un motif de satisfaction toutefois: le net recul du parti d'extrême droite, le Vlaams Belang. Mais les partis nationalistes flamands font des progrès importants et cela c'est inquiétant.

Les résultats du scrutin européen sont préoccupants, eux aussi?

A quelques exceptions près, comme la Belgique francophone et les Verts français, la gauche est en recul partout. Sarkozy a gagné en France, Merkel a gagné en Allemagne, Berlusconi a gagné en Italie... De plus, on enregistre une forte poussée des «eurosceptiques» dans plusieurs pays, notamment dans de nouveaux Etats membres de l'Union. Quant à l'abstentionnisme, il a atteint des taux records.

Ces résultats sont extrêmement préoccupants au plan démocratique et au plan du projet européen. C'est une source d'inquiétude pour des organisations sociales comme les nôtres qui restent persuadées du bien-fondé de l'Europe mais d'une Europe sociale.

Vous plaidez avec conviction pour l'Olivier. Mais cette coalition ne pose-t-elle pas certains problèmes en termes d'éthique et de bonne gouvernance?

Nous plaçons pour l'Olivier parce que c'est la coalition qui a les convergences de programmes les plus fortes avec



les priorités du Moc et de ses organisations. Je crois vraiment qu'avec les résultats qu'il a engrangés, Ecolo, d'autant plus s'il se présente en accord là-dessus avec le CDH, est suffisamment fort pour imposer des conditions sur la bonne gouvernance, la transparence, la démocratie...

Il faudra des règles strictes. Même si les règles ne sont pas toujours le gage d'un changement des comportements, elles peuvent quand même y concou-

rir. Il faudra aussi que le parti le plus concerné opère les ruptures nécessaires. Il faut que le PS fasse preuve de modestie et comprenne que, ce dimanche, c'est une certaine conception clientéliste et arrogante de la politique qui a été sanctionnée par l'électeur.

Les sondages ont joué un rôle important dans ces élections. Certains observateurs estiment qu'il serait préférable de les interdire un mois avant la date de l'élection. Qu'en pensez-vous?

Lors de ces derniers jours, on a (enfin!) assisté à un retour des débats de fond dans la campagne. Certains affirment que cela a été un effet des sondages. Il est certain aussi que c'est la lecture des sondages qui a incité le président du PS à clarifier les enjeux entre la gauche et la droite. Et cela n'a pas été sans importance.

Toutefois, quand ils influencent le vote des citoyens, les sondages deviennent problématiques. Dans ce cas en effet, on n'est plus dans l'information. Les instituts de sondage indiquent toujours une marge d'erreur et signalent qu'il faut tenir compte du nombre des indécis, mais ces précisions ne disent rien à l'électeur moyen. Les sondages sont lus comme des prédictions. Si cette influence est avérée, il n'est pas normal d'autoriser les sondages jusqu'au dernier moment. Il vaut mieux les interdire trois ou quatre semaines avant le scrutin. ●